

**L'intervention du Professeur Ömer Bozkurt lors de la séance de clôture de la 4ème
Conférence spécialisée de l'IISA à ANKARA, le 26 Juin 2008)**

Monsieur le Président
Messieurs les Directeurs généraux de l'IISA et de TODAIE
Mesdames et Messieurs, Chers Collègues,

Cette 4ème Conférence spécialisée de l'IISA sur l'aide internationale et l'administration publique, se propose d'être, vous le savez bien, le point de départ d'un processus que nous appellerions le Processus d'Ankara et qui durerait sous l'égide de l'IISA quelques années et qui aboutirait, nous espérons, à des résultats tangibles qui contribueraient à la formulation de meilleurs politiques en matière de la l'aide internationale.

Avant de passer en revue certains éléments relatif au à l'aide internationale que nous avons soulevés lors de nos travaux pendant ces trois derniers jours, je voudrais m'arrêter quelques instants sur un point particulier : Il s'agit de réfléchir pour un moment sur un couple de terme qui acquiert une importance capitale. Il s'agit d'une part de l'aide à la gouvernance et de l'autre la gouvernance de l'aide elle même.

Pour mieux faire ressortir la nuance et éviter toute confusion vous me pardonnerez de prononcer les équivalents en anglais et en turc de ce couple de concept tels qu'ils sont inscrits dans notre livret de programme, et qui quelques fois lors de nos travaux se trouvaient confondus. Ou plutôt avec lesquels nous avons pour ainsi dire jonglé à notre guise.

Vous avez donc d'une part « *aid to governance* » (yönetişime yardım,) qu'on devrait très légitimement traduire comme aide à la gouvernance et de l'autre vous avez « *aid governance* » (yardım yönetişi mi) qu'on devrait traduire comme la gouvernance en matière d'aide ou dans notre contexte, de l'aide internationale, ou tout simplement la gouvernance de l'aide.

Je pense que cette distinction est importante et pertinente. D'ailleurs lors de nos travaux on a été toujours confronté à cette dualité peut-être sans le préciser explicitement. Depuis le discours d'ouverture de Mme. Grindle, jusqu'à la présentation magistrale du Professeur Arie Halachmi, en passant par celles de Mme. Kate Jenkins - M. William Plowden, de Mme. Caroline Brassard et de tant d'autres. Je crois même que je peux avancer sans devoir affronter un grand risque d'erreur que c'était là, un des aspects qui rendaient notre conférence extrêmement intéressante. En effet par exemple la dénonciation de manque de transparence dans les dépenses des organismes internationaux ou bien la déclaration de la nécessité de vision endogène émanant des pays en développement ne sont-elles pas des signes de mauvaise gouvernance en matière de l'aide ?

Cependant je dois immédiatement ajouter que cela n'était point une simple coïncidence, mais belle et bien voulu lors de la conception du thème et du format de cette conférence. Donc c'est maintenant un constat de réussite que j'ai le plaisir de formuler.

En effet il me semble, et d'ailleurs cela ressort de nombreuses contributions que nous avons entendues lors de ces trois journées, que pour être efficace, pour pouvoir contribuer effectivement à la croissance des pays qui reçoivent l'aide, il faut aussi que cette aide soit

fournie selon certains principe de la bonne gouvernance. Ainsi, une grande partie de critiques adressées aux organismes d'aide, et des critiques concernant l'efficacité de l'aide n'auraient plus de lieu.

* * *

Tout au début de notre 4ème Conférence spécialisée, Mme. Grindle a souligné très pertinemment le poids et la disparité que représentent les très nombreux critères ou prérequisites de la bonne gouvernance, émanant de diverses sources et tendant à proliférer encore plus. Elle avait déjà, fort justement plaidé pour un ordre du jour plus réaliste. Car selon elle « la popularité de l'idée de la gouvernance avait dépassé sa capacité d'être utile. »

Elle a attiré l'attention sur le fait que dans la pratique tous ces prérequisites, « ces choses qui doivent être réalisées » pour la bonne gouvernance n'étaient pas « ordonnées » ; et il n'était pas tenu compte des liens d'interdépendances qui existerait entre elle. Elle a affirmé que l'agenda, l'ordre du jour, n'établissait pas des priorités ou ne les ordonnait pas selon une logique, et qu'il faisait abstraction du milieu et des dynamiques sociales par lesquels ces efforts de réformes étaient entourés

Elle a enfin demandé qu'on accepte que la bonne gouvernance ne peut être qu'un objectif de long terme ; qu'on réfléchisse et essaye de trouver pourquoi certaines activités sont mieux gérées que d'autres et d'agir en conséquence; et enfin et surtout d'établir des priorités même si celles-ci peut engendrer des conflit, selon le contexte spécifique au pays.

* * *

Selon la division de travail que nous avons effectuée avec mes collègues rapporteurs, j'envisagerai notamment parmi les éléments important que j'ai relevés, ceux qui se rapportent surtout à la nature et aux processus de l'aide.

Dans ce chapitre on pourrait relever parmi les idée émises par exemple l'idée de réduire le coût de l'aide pour les pays receveurs; car quelque fois le prix a payer par le receveur et si élevé qu'on peut très légitimement se demander à qui sert vraiment l'aide. Toujours dans cette perspective les dépenses très élevées engendrées par l'emploi des experts étrangers et aussi des équipements très dispendieux ont été soulignées.

Une autre idée émise concernant la nature de l'aide fut d'accorder ou de fournir une aide demandée et ne pas imposer telle ou telle autre aide. La nécessité de réduire les effets négatifs de la médiocre qualité de l'environnement a été également soulignée. Pouvoir ou devoir cibler l'aide au plus démunis a été plusieurs fois soulevé

Quant aux recommandations pour les donneurs on devrait retenir l'idée que le processus d'aide devrait se poursuivre sous forme d'une relation entre les égaux. (Jenkins) Que les donneurs devraient modifier leur méthodes et d'être plus réaliste, plus modeste et patients quant aux résultats escomptés. Il faudrait améliorer les relations entre les donneurs et les receveurs, de remplacer la concurrence entre les donneurs par une collaboration entre ceux là. Il faudrait aussi attacher une importance particulière aux feed-backs reçus.

D'autre part, on a souligné l'importance des actions collectives mieux gérées de la part des pays donneurs. (Bathylle Myssica). *Et l'impact des considérations politiques*

notamment en matière d'aide pour le développement a été traité. En effet si on ventile la nature, les montants et la continuité des aides selon les pays on aperçoit des fluctuations importantes qui sont en corrélation avec certains évènements ou changement politiques. Ce qui est surtout vrai pour l'aide au développement (ODA) tandis que l'aide technique se trouve être plus stable. (De Vries et Ivona Sobis)

Enfin l'importance et la primauté de la formation des formateurs pour contribuer au développement des pays démunis. (Arie Halachmi)

Lors de la conférence une comparaison intéressante nous a été présentée entre l'approche ou la doctrine de la gestion de développement (development administration) très en vogue lors des années 60 et 70 dans les organismes d'aide internationale et des milieux universitaires, et ainsi que son corollaire: l'administration publique comparée d'une part et de l'autre la gouvernance. L'identité dans les deux approches de la norme essentielle choisie : a savoir les systèmes et processus occidentaux a été évoquée. Et une différence fondamentale existante entre les deux approches a été soulignée: tandis que dans la première, l'Etat central a un rôle important, la seconde qui est surtout associée au déclin de l'importance du gouvernement central, se concentre sur la société civile et le secteur privé. (Akdogan)

* * *

Je voudrais maintenant, dans une seconde partie, m'arrêter quelques instant sur le panel du pays hôte, qui avait pour thème l'aide internationale et l'administration publique turque auquel ont participé les représentant de six organismes gouvernementaux.

A savoir :

Office d'Etat de Planification, (DPT)

Le Secrétariat pour l'Union Européenne (ABGS)

Le Sous-secrétariat pour le Commerce Extérieur,

Le Ministère des Affaires Extérieures

L'Agence Turque de Coopération et de Développement (TIKA)

Le Croissant Rouge de Turquie

Les deux premiers étant des gestionnaires de l'aide reçue, tandis que les quatre autres pourvoyeur de l'aide.

Les éléments essentielles qu'on peut retirer de ces exposés pourraient être résumés comme suit :

- a) la Turquie est depuis quelques années un pourvoyeur de l'aide extérieur net. C'est-à-dire elle donne plus qu'elle ne reçoit ; le pourcentage de l'aide extérieure a son PNB étant plus élevé que certains pays de l'UE, et pas seulement de nouveaux membres. (714 millions de USD en 2006)
- b) La distribution géographique de cette aide s'élargit et comprend à l'heure actuelle, les pays des Balkans, de la Transcaucasie, de l'Asie centrale et de l'Afrique ;
- c) Enfin un point essentiel : cette aide est surtout basée sur les besoins des receveurs (need based aid)

Ces exposés de nature plutôt descriptive ont été, après une question émanant de l'auditoire, complétés par certains éléments portant sur les modalités, l'efficacité, les difficultés et les dysfonctionnements relatifs au processus de l'aide

Pour ce qui est de l'aide reçue, on a souligné l'importance de développement de la capacité de préparation des projets et d'obtenir la participation des bénéficiaires au processus.

Pour l'aide accordée, le représentant du Sous-secrétariat au Commerce extérieur a précisé qu'ils visaient surtout la promotion de la capacité commerciale des pays receveurs, et qu'ils pourvoient de l'assistance technique en vue de faciliter au pays receveurs l'accès aux marchés internationaux. Le représentant du Ministère des Affaires étrangères a souligné les difficultés émanant des particularités de certains régimes politiques et il a relaté les difficultés rencontrées récemment pour l'aide à Myanmar.

Les efforts pour réduire le coût de l'aide ont été également mentionnés. Et il a été affirmé que le coût de l'aide fournie par la Turquie se trouve être beaucoup plus réduit que celle, par exemple, fournie par les autres pays de l'OCDE.

Le représentant de TIKA a en outre souligné l'importance et l'efficacité de l'aide ponctuelle pour des projets concrets et la concentration sur des objectifs limités. Il a insisté sur la nécessité de réduire le coût des experts sur le terrain.

Enfin le représentant du Croissant rouge de Turquie a soulevé le problème de la chute de confiance envers les organismes internationaux auprès du public, et a montré comme exemple inquiétant l'attaque contre le siège du Croix-rouge international à Bagdad.

Pour terminer deux idées qui paraissent intéressantes : Lors de ce panel le représentant du Croissant rouge turc a dénoncé une aberration capitale en évoquant que dans certaines circonstances mêmes les armes ou les mines antipersonnel étaient comptabilisées dans le poste des aides fournies. D'autre part, la perte de confiance de la part des organismes internationaux d'aide a été également soulevée. Et l'attaque perpétrée contre le siège du Croix rouges internationale a été citée comme un signe inquiétant.

* * *

C'est donc en souhaitant un franc succès au processus d'Ankara et au projet qui y est attaché que je voudrais terminer ma brève présentation

Je vous remercie de votre attention et de votre patience.